

Deux courants considérables partagent l'opinion, l'un en faveur de l'annexion aux États-Unis, l'autre en faveur du maintien de nos rapports avec l'empire Britannique. **MAIS AVEC DES MODIFICATIONS DANS NOTRE CONSTITUTION QUI SIMPLIFIERAIENT LE ROUAGE EXISTANT**, tout en offrant aux intérêts divers une protection aussi complète, **LES DIVISIONS ACTUELLES DES POUVOIRS NE DURERONT PAS ; NOUS SOMMES TROP GOUVERNÉS.** Voilà ce que pensent beaucoup d'esprits sérieux qui ne sont pas avides de changements, mais qui comprennent que pour conserver il faut perfectionner."

*Le Canadien, 3 janvier 1887.*

La voilà bien, dans toute sa nudité, l'idée mère qui a inspiré toute la politique de Sir John ; déprécier les Législatures provinciales, en prêcher la suppression, réclamer "la simplification du rouage existant," l'abolition "des divisions actuelles de pouvoirs," représenter l'ordre de choses actuel comme "intolérable et funeste au développement de nos ressources" : en un mot, demander l'UNION LÉGISLATIVE. Et cela, en pleine province de Québec, pour fournir à Sir John le prétexte, qui lui avait toujours été refusé, que l'UNION LÉGISLATIVE s'impose tellement que la province de Québec la réclame elle-même !

Veut-on savoir quel est le but exact que poursuivent nos ennemis ?

Il suffit, pour se convaincre, de lire le nouveau programme que le *Mail* a publié pour appuyer devant le public la comédie de sa prétendue rupture avec Sir John A. Macdonald.

Dans ce programme, qui ne diffère du programme de Sir John que par plus de franchise ou plus de cynisme, on lit ce qui suit :

50. Libre discussion de l'avenir du Canada en dehors de l'état de colonie.

120. Destruction des privilèges de l'Eglise catholique dans Québec.

130. Rappel des traités de 1763.

170. Contrôle de l'éducation par l'état dans Québec.

18. Suppression de toutes concessions sectionnelles.

140. *Interdiction à tout pouvoir européen SANS EN EXCEPTER LA GRANDE BRETAGNE, de s'opposer à la volonté du PEUPLE CANADIEN*, lorsqu'il s'agit de ses propres intérêts.

Rien ne saurait être plus clair.

Les *loyaux* par excellence en sont venus à admettre dans leur programme de guerre contre Québec "la libre discussion de l'avenir du Canada," et l'interdiction au gouvernement impérial de "s'opposer à leur volonté."

"Ceci veut dire en bon français, qu'ils en sont venus à accepter l'INDÉPENDANCE comme moyen d'arriver à l'union législative sans se heurter à la résistance du gouvernement impérial et à réclamer l'union législative, non pas comme une amélioration constitutionnelle, mais comme le moyen d'opprimer plus sûrement la province de Québec.